Mobilisations, propagande et tensions à l'Université de Bourgogne

Nous, citoyens, syndiqués ou non, mobilisés au sein de l'Université de Bourgogne contre la réforme Vidal et la politique de destruction du service public engagée par le gouvernement Macron, nous militons pour des actions pacifiques et non violentes, fondées sur la discussion ouverte et éclairée ; nous dénonçons les détériorations matérielles qui ont été commises par quelques-uns, comme les violences verbales et physiques qui éloignent immanquablement celles et ceux qui auraient pu soutenir nos revendications.

Mais, à Dijon comme ailleurs, une véritable propagande de mots est engagée par les autorités pour dénoncer et délégitimer le mouvement en cours. Dans son message à la communauté universitaire du 4 avril 2018 le président Alain Bonnin évoque ainsi, à propos du blocage du bâtiment droit-lettres, une « trentaine d'individus cagoulés et armés de matraques ou barres de fer » qui auraient « saccagé et pillé la cafétéria ». Il s'agit là de mots durs, clivants, qui ne correspondent nullement à ce que nous avons pu observer, visant à diviser les acteurs du mouvement et à effrayer les personnels. Nous avons pu observer au contraire une mobilisation responsable, ouverte et solidaire. Nous apportons notre soutien aux étudiants mobilisés. Nous avons vu les échanges, parfois animés mais toujours pacifiques, les débats de fond qu'ils ont suscités ont été denses mais respectueux, les efforts pour expliquer et informer ne peuvent pas être minorés. Face à eux, nous avons aussi vu des vigiles et des étudiants agressifs venus « débloquer » avec violences et insultes.

Alors que les excès minoritaires de quelques-uns, que nous ne nions pas et que nous ne pouvons pas accepter, sont instrumentalisés par la direction de l'Université, que la présence de vigiles et de policiers se banalise toujours plus dans notre université, au mépris d'une tradition séculaire de « sanctuarisation » des lieux de recherche critique, nous refusons cette fuite en avant qui conduit à diviser le mouvement et accentuer les tensions. Les agressions de l'extrême droite contre les étudiants mobilisés, à Montpellier, Lille et Strasbourg, Nanterre ou Paris 1, montrent que celle-ci joue la stratégie de la tension, cherchant à provoquer une intervention policière sur les campus mobilisés. Pas plus que nous n'acceptons comme allant de soi la présence des forces de l'ordre sur les campus, nous ne voulons céder à la provocation et au risque d'actions violentes au sein de la mobilisation.

Les enseignant.e.s, chercheurs, personnels et étudiant.e.s mobilisé.e.s, à l'UB et ailleurs, agissent dans leur très grande majorité de manière responsable et non-violente, même s'ils sont bien seuls et confrontés à une indifférence assez générale entretenue par une propagande d'État éhontée. Nous leur apportons notre soutien, car nous pensons que l'esprit de responsabilité est du côté de ceux qui tentent de s'opposer à la destruction des missions de service public à l'Université. Nous appelons à une lutte unitaire, coordonnée et pacifique contre les réformes libérales imposées de manière autoritaire par le gouvernement d'Emmanuel Macron. Nous affirmons que les destructeurs de

l'Université sont d'abord ceux qui souhaitent la réserver à une élite sociale, ceux qui la privent des budgets nécessaires et continuent de la dégrader chaque jour un peu plus.

Signataires au 20 avril 2018

FERC-Sup CGT
SNCS-FSU
Snesup-FSU
QUVN

Brigitte Bercoff, mcf littérature française XXe siècle
Thomas Bouchet, mcf en histoire contemporaine
Guillaume Bridet, professeur de littérature française du XXe siècle
Virginie Brinker, mcf en littérature francophone
Philippe Castel, professeur de psychologie Sociale
Peggy Cenac-Guesdon, Mcf-HDR en mathématiques, syndiquée Snesup-FSU.
Pierre Deffontaines, doctorant et vacataire, Sociologie
Corinne François Denève, mcf en littérature comparée
Arnaud Fossier, mcf en histoire médiévale
Jean-Marie Fritz, professeur de littérature médiévale
Stéphane Gacon, mcf en histoire contemporaine
Laurence Giavarini, mcf en littérature française du XVIIe siècle
Lucile Girard, doctorante vacataire en sociologie
François Jarrige, mcf en histoire contemporaine
Marion Lafouge, mcf en littérature comparée
Dominique Le Page, professeur d'histoire moderne
Jean-Christophe Marcel, professeur de Sociologie
Adrien Normand, Chargé de recherche au CNRS, chimiste, syndiqué SNCS-FSU
Marc Neveu, Professeur en Informatique, syndiqué Snesup-FSU
Raphael Porteilla, mcf en Science Politique
Alain Rauwel, Prag en histoire médiévale
Jean-Louis Tornatore, professeur d'anthropologie
Georges Ubbiali, mcf sociologie
Xavier Vigna, professeur d'histoire contemporaine
Pascal Vacher, mcf en littérature comparée

(La liste des signataires sera mise à jour)